

OPINIONS CHAMPS LIBRES

À quand un vrai débat sur la compétitivité économique de l'Europe ?

Le futur débat électoral européen de juin 2024 n'est pas d'abord un combat contre l'extrême droite. Le vrai défi de l'Union européenne est celui de l'efficacité, notamment économique qui déterminera le vote de nombre d'Européens. La transition écologique et la politique économique sont ainsi au cœur des enjeux.

L'Europe a pris la tête de la lutte contre le réchauffement climatique et souhaite aboutir à la neutralité carbone en 2050.

Or, un mouvement de rejet se fait jour dans les opinions publiques, face aux coûts et à la brutalité de la transition, à son absence de progressivité, aux excès verbaux des militants écologistes - « prendre l'avion au maximum quatre fois dans une vie » -, à la multiplication des interdictions et au refus quasi idéologique de moyens alternatifs pour la mener à bien.

Une réflexion doit être conduite sur la place respective des interdits et des incitations. Les règles sont nécessaires, l'engagement de tous les acteurs est indispensable.

Les États-Unis ont choisi les incitations, les aides et les subventions et font davantage confiance à la science et aux acteurs. L'Inflation Reduction Act n'est certes pas transférable en Europe, mais il est diablement efficace.

Cela pose la question du choix de la méthode retenue pour atteindre les objectifs fixés par les États membres. Les institutions européennes ont imaginé de classer les activités compatibles avec la poursuite du zéro carbone en 2050. On appelle cela la taxonomie.

Les Européens ont choisi de discriminer en vertu

de critères fort discutés et donc de stigmatiser les activités réputées hostiles au combat climatique. On se souvient du combat

homérique pour faire inscrire le nucléaire dans les énergies propres alors qu'il n'émet pas de gaz à effet de serre.

À partir d'une bonne intention, le génie est sorti de sa boîte et s'est mué en monstre bureaucratique qu'on ne peut plus maîtriser. Des listes interminables d'activités sont ainsi édictées selon une procédure discutable et l'on peut craindre des réactions négatives d'une opinion ou d'acteurs économiques pénalisés parce qu'absents ou oubliés. Pourquoi accepter par exemple l'aviation commerciale et refuser d'y inscrire l'aviation générale par exemple ?

La campagne des élections européennes ne pourra pas faire l'impasse d'une franche explication sur le calendrier, le coût et les moyens d'atteindre les ambitieux objectifs environnementaux de l'Europe. Faute de quoi ils seront contestés.

La politique économique et monétaire de l'Union est aussi en cause.

Jusqu'au début des années 2000 l'Europe rattrapait les États-Unis en termes de revenu. Elle décroche depuis avec une croissance plus faible et une productivité inférieure. En 2008 le PIB par habitant était de 48 500 dollars aux États-Unis et de 37 000 dollars en Europe (42 300 en zone euro), contre 76 400 dollars et 37 149 (45 000 dollars en zone euro) en 2022. Alors que l'Europe était le continent le plus riche de la planète, les États-Unis affichent désormais un produit intérieur brut supérieur.

Ces résultats traduisent l'échec des politiques qu'on pourrait qualifier de « disciplines ». Sont en question la politique économique et la politique

monétaire. Calquées sur la démographie vieillissante de l'Europe, exigées d'ailleurs par les États dits « frugaux » qui affichent des démographies en berne, elles sont marquées du conservatisme plutôt que de l'innovation, qui exige - c'est vrai - un certain goût du risque. Ce sont des politiques « de vieux ».

La réponse à la crise de 2008-2011 a ainsi été fatale à la croissance européenne. On pensait que les ambitieuses mesures post-Covid avaient rompu avec cette frilosité ; les voilà qui réapparaissent de nouveau dans les discussions européennes. Et pourtant l'Allemagne aujourd'hui en pâtit fortement.

Il est évident qu'il faut des règles communes à 27 États souverains qui partagent beaucoup, dont 20 la même monnaie, et cela a été nécessaire pour instaurer la confiance entre les États membres, mais il est clair aussi que la compétition mondiale accrue exige de l'Europe une vigoureuse politique de soutien à l'innovation et une politique monétaire moins restrictive. D'éminents économistes ont déjà expliqué qu'il ne devait pas y avoir de tabou en la matière, comme les 2 % d'inflation, objectif maximum fixé par la Banque centrale européenne.

Réviser les règles de départ de l'Union monétaire est le meilleur moyen de doper le pouvoir d'achat, une revendication légitime des citoyens, qui

nourrit les extrêmes, accepter une petite inflation est l'assurance de plus facilement rembourser les dettes publiques et privées, offrir aux secteurs technologiques d'avenir un cadre fiscal avantageux est indispensable à la constitution et au soutien de champions européens.

Beaucoup en Europe partagent désormais ces analyses. Les responsables européens eux-mêmes en ont pris conscience et ont jeté les bases de politiques industrielles nouvelles. Il n'en demeure pas moins que les débats européens sont encore trop contraints, parfois trop idéologiques, notamment en matière d'environnement, ou trop passionnels, par exemple en Allemagne où les conceptions économiques du siècle dernier ont du mal à évoluer. Il est indispensable aux Européens, à leurs partis politiques, à leurs gouvernements, de s'emparer de ces questions à l'occasion des prochaines élections européennes. Il n'y aura d'autonomie et d'indépendance européennes qu'appuyées sur une puissance économique aujourd'hui menacée, qu'il faut urgemment conforter et accroître.

Beaucoup en Europe partagent désormais ces analyses. Les responsables européens eux-mêmes en ont pris conscience et ont jeté les bases de politiques industrielles nouvelles



JEAN-DOMINIQUE GIULIANI

La politique économique de l'Europe, ainsi que le coût et les moyens mis en place pour atteindre nos ambitieux objectifs environnementaux, devront impérativement être au cœur des débats de la campagne des prochaines élections européennes, plaide le président de la Fondation Robert Schuman.